

Gestion des ressources en eau et stratégies d'acteurs. Analyse des politiques locales en matière de gestion de l'eau au Burkina Faso : cas de l'Oubritenga en pays moaga

Thèse de Doctorat (PhD), Université de Mainz (Allemagne), Institut
d'Ethnologie et des Études africaines, 2013

Alexandre Sessouma



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/337>

DOI : [10.4000/anthropodev.337](https://doi.org/10.4000/anthropodev.337)

ISSN : 2553-1719

Éditeur

APAD - Association pour l'anthropologie du changement social et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 209-2011

ISBN : 9791093476018

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Alexandre Sessouma, « Gestion des ressources en eau et stratégies d'acteurs. Analyse des politiques locales en matière de gestion de l'eau au Burkina Faso : cas de l'Oubritenga en pays moaga », *Anthropologie & développement* [En ligne], 40-41 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/337> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.337>



La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Gestion des ressources en eau et stratégies d'acteurs

Analyse des politiques locales en matière de gestion de l'eau au Burkina Faso : cas de l'Oubritenga en pays moaga

Alexandre Sessouma¹

Thèse de Doctorat (PhD), Université de Mainz (Allemagne),
Institut d'Ethnologie et des Études africaines, 2013

Résumé

Le Burkina Faso, pays essentiellement agricole et enclavé au cœur du Sahel ouest africain, a entrepris de mettre en œuvre des politiques coordonnées en matière de gestion de ses ressources en eau, essentiellement suite à la longue sécheresse des années 1974-1975. La première formulation d'une politique nationale de l'eau advint à la faveur de la « décennie internationale de l'eau et de l'assainissement » (1980-1990) décrétée en 1977 lors de la conférence internationale des Nations Unies de Mar del Plata². Depuis lors, plusieurs stratégies et réformes politiques nationales ont été développées autour de la gestion de l'eau. Outre les politiques d'action directement orientées vers la conservation, le prélèvement ou la mobilisation des ressources en eau pour le développement, la problématique de l'eau au Burkina Faso mobilise également la recherche empirique dont les résultats sont censés permettre à l'Etat d'améliorer ses stratégies notamment sur les plans de la technologie, du cadre juridico-institutionnel, du rendement économique ou de l'information en matière d'accès des populations à l'eau.

Cependant, malgré plus de trente ans d'énormes efforts consentis en politique de l'eau, une bonne partie de la population Burkinabé n'a toujours pas accès à l'eau potable. Par ailleurs, on observe dans les zones rurales où l'Etat et les Agences de développement s'investissent pour réaliser des points d'eau pour faciliter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, qu'un bon nombre de ces ouvrages hydrauliques villageois est en panne ou abandonné par les populations locales pour des raisons économiques, techniques, politiques ou sociologiques. Cette réalité du

¹ E-mail : alexsessouma@yahoo.de

² Tenue en Argentine du 14 au 25 mars 1977, la conférence de Mar del Plata fut la première conférence internationale consacrée à l'eau avec un impact d'envergure sur le dialogue au niveau mondial et sur l'élaboration des programmes des Nations Unies. Cette conférence fut aussi le point de départ pour l'adoption d'une politique globale d'action en faveur de l'eau sur le plan mondial.

terrain laisse supposer que la problématique de l'eau au Burkina Faso ne se pose pas uniquement en termes d'investissements technico-financiers, d'infrastructures ou même de quantité d'eau. Pour mieux l'appréhender, il s'avère nécessaire de prendre en compte l'environnement socio-historique ainsi que les stratégies des acteurs locaux qui influencent la mise en œuvre des politiques officielles de l'Etat. C'est dans ce contexte général que s'inscrit la thèse.

L'argumentation principale porte sur les logiques d'action des acteurs locaux et leurs capacités d'adaptation face à l'évolution des politiques étatiques en matière d'eau. En choisissant de me limiter à l'hydraulique villageoise, je me suis intéressé en particulier à l'utilisation des principaux points d'eau que sont les puits et forages parce que, du fait des enjeux (politiques, économiques ou symboliques) que représente l'eau dans la vie du village, l'exploitation de ces puits et forages ressemble davantage à une arène, à savoir « *un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs*³ ». La question de l'eau est par ailleurs étudiée en lien avec celle de la terre. Il s'agit d'un regard socio-anthropologique sur les stratégies et les formes d'« arrangements » que les acteurs locaux mettent en œuvre pour exploiter, gérer ou contrôler les puits et forages dans leurs villages ou simplement pour se repositionner vis-à-vis des politiques publiques⁴ en la matière. Le fil conducteur de la thèse est le lien entre les structures locales villageoises, en particulier les pouvoirs locaux, et la gestion des points d'eau au village. Pour ce faire, les forages sont observés non plus uniquement comme de simples sources d'approvisionnement en eau potable au village, mais comme des espaces sociaux autour desquels s'élabore un ensemble de stratégies d'acteurs aux intérêts multiples et divergents. Loin d'être isolés, ces différentes stratégies correspondent à des logiques bien définies qui participent à la composition ou à la recomposition des rapports sociaux au sein de l'arène locale. L'étude de la gestion de l'eau apparaît dans la thèse comme une sorte de porte d'entrée à la compréhension du pouvoir local dans son rapport avec la problématique de l'eau dans le contexte géopolitique, social et historique de la région de l'Oubritenga, sur le plateau central du Burkina Faso. L'analyse porte sur les stratégies utilisées par des acteurs stratégiques locaux à la fois pour gérer leurs points d'eau ou pour peser sur les politiques et programmes d'eau proposés par l'Etat et les projets (de développement).

³ Bierschenk T. et Olivier de Sardan J.-P. (éds.), 1998, *Les pouvoirs au Village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Karthala, Paris : 262.

⁴ Référence au mode de gouvernance de l'Etat central dans le domaine de l'eau mais aussi aux réformes, aux règles et aux lois émanant du gouvernement.

Cette thèse est une recherche sur les ressources naturelles qui permet, au sens large, d'appréhender la tripe relation « population-Etat-eau » en lien avec le développement et à partir de la perspective locale. Elle apporte à sa manière une contribution à l'ethnographie globale des politiques publiques. Elle montre également les limites des approches néo-institutionnalistes, renforce les *gaps* de l'implantation des politiques globales, tout en énonçant des bases pour une approche plus réaliste aux politiques de développement dans le domaine de fourniture de l'eau.